

## Entretien

### **Cardinal Jean-Paul Vesco : « Entre la France et l'Algérie, il manque une parole de réparation »**

À la veille de la visite du pape Léon XIV en Algérie du 13 au 15 avril prochains, le cardinal Jean-Paul Vesco, archevêque d'Alger, revient sur la portée politique et spirituelle de ce déplacement historique.

## En débat

Publié le 9 avril 2026 Journal l'Humanité



Rosa Moussaoui

0:00 / 18:04



« L'Église est marquée par cet héritage colonial dont elle ne peut se laver les mains », reconnaît Mgr Jean-Paul Vesco.

© SOFIANE BAKOURI pour l'Humanité

*Alger (Algérie), envoyée spéciale*

Archevêque d'Alger, Mgr Jean-Paul Vesco a été créé cardinal par le pape François en 2023. Ce dominicain engagé de longue date en Algérie développe une réflexion singulière sur la foi, l'esprit de tolérance et les tensions du monde. Mémoire coloniale, dialogue entre chrétiens et musulmans, fracture franco-algérienne : il livre une parole libre, toujours habitée par la quête de fraternité.

Comment a germé l'idée d'une visite du pape Léon XIV en Algérie ?

Je souhaitais depuis longtemps et ardemment la visite d'un pape en Algérie. J'avais invité le pape François : lorsqu'il m'a créé cardinal, j'ai eu avec lui un entretien et il m'avait confié le souhait de venir en Algérie, puis il est hélas tombé malade. [Aussitôt que Léon XIV](#) a été élu pape, le jour même de son élection, je lui ai dit : « *Vous êtes augustin, il faut que vous soyez le premier pape à venir en Algérie.* » Il m'a répondu qu'il viendrait volontiers s'il était invité. C'est un pape au cœur chaud et à la tête froide, et il a immédiatement mis ce projet à exécution.

La bonne surprise en effet, c'est que deux jours plus tard, alors qu'il recevait les ambassadeurs auprès du Saint-Siège, il a fait part à l'ambassadeur d'Algérie de son souhait de visiter le pays. Le président Abdelmadjid Tebboune a officialisé l'invitation lorsqu'il a été reçu au Vatican, le 24 juillet 2025, et là, tout s'est enclenché.

Issu de l'ordre de Saint-Augustin, il est déjà venu en Algérie avant son pontificat...

Il est déjà venu deux fois en Algérie, il connaît le pays. Comme prier général des Augustins, Robert Prevost a participé en 2001, à Annaba et à Souk Ahras, au premier colloque international sur saint Augustin. Cette nouvelle visite est pour lui chargée de sens. Il tient à resserrer le lien entre le monde musulman et le monde chrétien. Et saint Augustin est une figure chrétienne appréciée, qui appartient au patrimoine culturel et religieux algérien. Au terme de son [premier voyage apostolique en Turquie et au Liban](#), dans l'avion qui le ramenait de Beyrouth à Rome, le 3 décembre dernier, en évoquant ce voyage, il a défini saint Augustin comme un « *pont* » entre chrétiens et musulmans, car « *en Algérie il est très respecté comme fils de la patrie* ».

Sur le même thème



[Sur les terres de Saint-Augustin, à la rencontre des chrétiens d'Algérie](#)

Est-ce une visite avant tout pastorale, politique ou mémorielle ?

Ma conviction est qu'il ne vient pas faire un pèlerinage personnel. Bien sûr il aime aussi cette terre parce qu'elle a porté saint Augustin, mais il vient pour l'Algérie d'aujourd'hui. Ce qui me touche, c'est qu'il vienne rencontrer les Algériens musulmans, le pays tel qu'il est, sa toute petite minorité chrétienne dans une société musulmane. C'est un pays sur une ligne de fracture, avec un passé colonial qui reste une profonde blessure. J'espère et j'aimerais qu'il puisse avoir des mots forts sur cette histoire : il connaît cette blessure, il l'a appréhendée au Pérou, un pays dont il a la nationalité, où il a vécu plus de trente ans.

En Algérie, puis à chaque étape de son voyage sur le continent africain, je rêve que cet homme de paix apporte des paroles de réparation. Ce qu'il dira ne m'appartient pas, mais par sa seule présence bienfaisante, je pense que quelque chose de cet ordre peut se jouer. Qu'il ait choisi, pour ses premiers voyages pontificaux, [de se rendre dans des pays à majorité musulmane](#) est à mes yeux un signe ; il s'inscrit tout à fait dans le sillage du pape François de ce point de vue. Cela ne fait pas une révolution, mais de tels gestes peuvent contribuer à déplacer des équilibres. On ne mesure pas la résonance que cette visite en Algérie peut avoir. C'est un très beau symbole.

Que représente aujourd'hui l'héritage de saint Augustin, l'un des penseurs les plus influents de la chrétienté, pour la Méditerranée, pour l'Église d'Algérie et pour le dialogue entre chrétiens et musulmans ?

C'est une figure qui compte, à la richesse et à l'actualité très fortes, même si [l'histoire et la pensée de saint Augustin](#) sont aujourd'hui trop peu connues, en Algérie comme en Europe d'ailleurs. Quelque chose de son message va être mis en lumière par cette visite pontificale.

C'est pour le pape Léon XIV une référence spirituelle et intellectuelle intime. Je ne suis pas très à l'aise avec la notion de dialogue interreligieux, car les religions ne dialoguent pas. Il n'y a de dialogue qu'entre des personnes, chrétiennes, musulmanes, athées, etc. La figure de saint Augustin, avec sa portée universelle mais aussi son humanité, peut nous permettre de faire tomber des préjugés entre les religions qui n'ont que l'importance qu'on leur accorde.

L'histoire de l'Église en Algérie est lestée par le poids de l'histoire coloniale, de son imbrication avec le système colonial. Et puis il y a eu, aussi, M<sup>gr</sup> Duval, l'abbé Bérenguer, l'abbé Scotto et, en France, André Mandouze, *Témoignage chrétien*, les prêtres de la mission de France et ceux du noviciat du Prado, à Lyon, qui ont choisi de se tenir au côté des Algériens dans leur lutte pour l'autodétermination. Comment l'Église relit-elle aujourd'hui cet héritage complexe ?

Il est clair que l'Église est marquée par cet héritage colonial dont elle ne peut se laver les mains. Elle est revenue sur la terre d'Algérie avec la colonisation après des siècles de quasi-absence, elle a eu ses aveuglements, elle a été de son époque. Mais à l'intérieur de ce fait colonial, il y a eu aussi des individus, des congrégations dont l'attention s'est portée sur le sort des populations colonisées.

« L'Église est marquée par cet héritage colonial dont elle ne peut se laver les mains »

Avant 1954 déjà, avant la guerre, les sermons, les textes de Léon-Étienne Duval, alors qu'il était évêque de Constantine et d'Hippone, condamnaient sans réserve l'injustice qu'il ressentait dans sa chair. En tant qu'archevêque d'Alger, puis cardinal, il s'est imposé comme la figure de proue d'une autre Église, celle qui s'est engagée contre la torture, pour l'autodétermination, jusqu'à susciter la haine de certains partisans de l'Algérie française qui le surnommaient « Mohammed Duval » – un quolibet qu'il revendiquait comme un honneur.

Sur le même thème



[À quoi sert le mythe de la France « judéo-chrétienne » | GASLIGHT](#) ✨

Après 1962, une grande partie de l'Église aurait pu disparaître avec le départ des Européens. Or, elle a choisi de rester. Que signifie ce choix ?

L'engagement de M<sup>gr</sup> Duval et celui de bien d'autres chrétiens pendant la guerre d'Algérie est, pour nous, comme une seconde naissance. Notre Église d'Algérie est née de ce parti pris. C'est ce qui explique qu'elle est restée, pour se mettre au service de l'Algérie indépendante. Après 1962, alors que tout était à reconstruire, elle a pris sa part, en assumant des services de santé, d'éducation dont la gestion a été transmise à l'État en 1975, où des religieuses et des religieux chrétiens ont continué d'œuvrer.

« Des chrétiens se sont engagés pendant la guerre d'Algérie. Notre Église d'Algérie est née de ce parti pris »

Nous ne nous sentons pas les héritiers de la colonisation, car cette Église aurait disparu si elle n'avait été reliée qu'au fait colonial. Elle a traversé la décennie noire auprès du peuple algérien et depuis vingt-cinq ans, elle connaît un changement profond, radical, avec l'arrivée d'étudiants, de religieuses et de religieux venus d'Afrique subsaharienne. Parmi les prêtres, religieux et religieuses, il n'y a quasiment plus de Français. C'est aujourd'hui une église cosmopolite, constituée d'hommes et de femmes issus de pays qui ont eux-mêmes subi la colonisation. Je suis très probablement le dernier archevêque né en France !

La décennie noire a profondément marqué l'Algérie et l'Église, avec l'assassinat de 19 religieuses et religieux chrétiens, dont l'évêque d'Oran, M<sup>gr</sup> Claverie et les moines de Tibhirine, tous et toutes béatifiés à Santa Cruz, en 2018. Comment cette tragédie habite-t-elle encore la mémoire chrétienne et la mémoire algérienne aujourd'hui ?

On désigne ces assassinats comme des événements parce que des chrétiens ont été touchés. Il s'agissait malheureusement de non-événements. La mort était quotidienne pour tous. 200 000 personnes ont alors été tuées et parmi elles, plus de 100 imams. Nos 19 bienheureux ne sont pas des chrétiens qui ont été tués par des musulmans, ce sont des chrétiens qui ont été tués avec des musulmans. Tout le message est là et si on passe à côté de ça, on passe à côté de tout.

L'Église d'Algérie est souvent citée comme un laboratoire du dialogue entre chrétiens et musulmans...

Pour moi le dialogue commence avec la vie. La rencontre humaine, voilà le point de départ. On a tendance à imaginer que le « dialogue interreligieux » va nous permettre de mieux nous comprendre. Or l'essentiel n'est pas dans le débat théologique, mais dans la relation. Si la différence religieuse devient un obstacle à la relation, au fait de pouvoir vivre ensemble, alors c'est que la religion est mal placée, qu'elle est devenue un objet d'obsession, d'instrumentalisation.

« Si la différence religieuse devient un obstacle à la relation, alors c'est que la religion est mal placée »

Sans ma foi, je ne serais pas la personne que je suis. Mais cette foi ne peut pas être un obstacle à la rencontre avec quelqu'un qui ne la partage pas. Ce n'est pas possible. Lorsqu'on apprend à se connaître, les barrières tombent, et si elles résistent, c'est qu'on n'est simplement pas libre. La religion ne peut pas être un obstacle à ma liberté profonde. En Algérie, dans un contexte musulman, nous sommes attachés à cette expérience de vie commune, au quotidien.

Dans une société très majoritairement musulmane, comment l'Église d'Algérie se situe-t-elle, sans prosélytisme, mais sans effacement ?

Partout dans le monde, la différence, a fortiori religieuse, fait peur. C'est vrai ici aussi. Si la liberté de culte est reconnue, le prosélytisme est interdit. En soi, ce n'est pas une difficulté car, comme aimait à le répéter le pape François, l'Évangile ne se transmet pas par prosélytisme. Je suis le même à Alger et à Paris ! Si je suis dans le métro parisien, je ne demande pas à mon voisin s'il croit en Jésus ! Je ne le fais pas ici non plus.

Sur le même thème



[Colonialisme français en Algérie : « la "nostalgérie" s'est transmise de génération en génération », analyse l'historien Alain Ruscio](#)

Notre témoignage de foi ne se situe pas là. Il tient d'abord au bien que nous pouvons faire autour de nous, au bien que nous pouvons faire ensemble. L'une de nos religieuses, installée depuis un demi-siècle [en Algérie](#), a travaillé toute sa vie à l'hôpital ; elle n'a pas conduit la moindre de ses collègues de travail sur le chemin du baptême. Elle a apporté une différence, une sensibilité particulière qui la font être profondément aimée de tous. Nous avons à cœur

d'être une église citoyenne, c'est notre témoignage évangélique. Nous demandons un seul droit : celui d'exercer nos devoirs de citoyens et il faut parfois se battre pour cela en raison de cette peur que suscite parfois notre différence.

« Partout dans le monde, la différence, a fortiori religieuse, fait peur ».

Or cette peur est sans fondement : la loyauté de notre Église est entière. Nous ne sommes pas un ennemi de l'intérieur, nous n'essayons pas de faire des chrétiens dans l'ombre. Nous accueillons évidemment ceux qui choisissent de venir vers nous, mais nous n'avons pas cherché à les convertir. Nous accueillons dans nos bibliothèques des dizaines de milliers d'étudiants, aucun ne s'est jamais senti attaqué dans sa foi.

C'est l'aspect inconditionnel de notre engagement, qui ne cherche pas la conversion, mais la rencontre. Et toute rencontre authentique suscite une transformation réciproque. Chercher à changer l'autre sans se laisser changer soi-même, voilà pour moi un trait caractéristique du prosélytisme.

Vous-même avez été transformé par les deux décennies que vous avez passées en Algérie. D'ailleurs vous avez demandé la nationalité algérienne, que vous avez obtenue. Que signifiait ce geste ?

Nous avons été nombreux, au fil des années, à avoir demandé la nationalité algérienne. Avec ma naturalisation, je fais figure d'exception – dans le passé, c'était beaucoup plus fréquent. Pour un pays jeune comme l'Algérie, c'est un don précieux. Et pour moi, c'est très important, car je me suis lié à vie avec ce pays.

C'est un enjeu symbolique : j'incarne une Église considérée comme étrangère parce que majoritairement composée d'étrangers, même si elle a gagné sa légitimité. Si l'archevêque est algérien cela rejaillit sur l'ensemble de l'Église. La portée est symbolique, mais aussi juridique puisque l'Église a un statut d'association de droit algérien – pour la présider, il faut être algérien.

Avez-vous été surpris de l'écho donné à cette naturalisation, en Algérie et en France ?

J'ai été surpris de la médiatisation à laquelle elle a donné lieu ! Je n'imaginais absolument pas cela. Dans le fond, ma conviction est qu'il n'y a pas besoin d'avoir la nationalité d'un pays pour y avoir droit de cité, en France comme en Algérie. Et je me sentais très bien accepté ici. Mais quelque chose, effectivement, a changé avec ma naturalisation. Au début, j'ai ressenti une certaine appréhension, une crainte qu'on me somme de choisir un camp.

Il y a entre la France et l'Algérie un rapport d'abuseur à abusé.

Et puis il y a eu ce conflit avec la France, cet engrenage de tensions entre les deux pays. J'ai compris que je ne le vivais pas comme un Français de France ni non plus comme un Algérien d'Algérie. J'ai alors compris ce que signifiait être Franco-Algérien ! Par ailleurs, ce que je percevais jusque-là de façon confuse m'est apparu clairement : il y a entre la France et l'Algérie un rapport d'abuseur à abusé.

Qu'entendez-vous par là ?

Cette réflexion m'est venue de la prise de conscience [dans l'Église des abus sexuels](#). Lorsque des victimes ont commencé à dénoncer ces scandales, l'épiscopat a mis énormément de temps à accepter d'en reconnaître la gravité. Des faits graves ont été longtemps banalisés. Pour que cela change il a fallu que quelque chose se passe dans les tripes de quelques évêques. Et il

a fallu, surtout, le difficile et patient travail, pour se faire entendre, de victimes qui ont traversé toute une vie avec ces blessures, en boitant. Enfin des mots justes ont pu être mis sur l'ampleur et l'horreur des conséquences d'abus sexuels.

Sur le même thème



### [Affaire Bétharram : un deuxième homme mis en examen pour viol et suspendu par la Congrégation](#)

Je suis très surpris de voir qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, on peut encore légitimer les horreurs perpétrées pendant cent trente-deux ans de colonisation, pendant la guerre d'indépendance. Dans leur propre pays, les Algériens se sont vus confisquer leur terre, leur histoire, ils ont été traités comme des sous-hommes. Voilà qui vous façonne, quand même ! Et à l'été 1962, c'est fini. La France est vaincue, mais elle se comporte en vainqueur, et soixante ans plus tard elle garde sa posture de domination, non seulement en Algérie mais sur le continent africain.

Le fait colonial est criminel par essence, ce qui ne veut pas dire que tous les Européens ont été des criminels, loin de moi l'idée de penser cela ! La colonisation est par nature un viol. Il y a là un rapport d'abuseur à abusé, de violeur à violé. On se berce d'illusions en pensant que les générations passant, l'oubli finira par l'emporter : c'est tout le contraire. Tout cela est remonté à la surface, m'a submergé lorsque je suis devenu franco-algérien. Je le sens, je le vis, et je perçois à quel point c'est, en France, un angle mort terrible.

Aujourd'hui, je ne me sens pas moitié français, moitié algérien, mais 100 % français et 100 % algérien. Je ne me sens étranger ni en Algérie ni en France et depuis la position particulière qui est la mienne, dans ce moment de rupture, ce que je tiens à faire entendre, c'est un appel la fraternité.

Un tel appel à la fraternité, venant de vous, venant de l'Église, peut-il ouvrir des brèches là où la diplomatie échoue ?

Je ne suis pas un ambassadeur de l'ombre. Je parle à tout le monde. Tout ce que je dis, je le dis au grand jour. Personne n'a besoin de moi pour se parler. Ma responsabilité n'est pas de faire en sorte que la France et l'Algérie, en tant qu'États, collaborent mieux, mais que les peuples vivent en fraternité.

Le vrai problème est celui de la mémoire, d'une parole qui n'a pas été dite. Il y a eu des gestes. Mais il manque cette parole pour signifier aux Algériens que la souffrance laissée par la colonisation est sincèrement comprise, entendue. L'Église a fait une partie de ce chemin face aux abus sexuels commis en son sein.

La relation entre la France et l'Algérie est-elle prisonnière d'instrumentalisations politiques ?

Oui, forcément. Et tenir la position qui est la mienne, c'est s'exposer des deux côtés. Simplement parce que beaucoup ont intérêt à être les meilleurs ennemis les uns des autres. Mais la première des instrumentalisations, à mes yeux, tient à ce silence, à ces falsifications sur l'histoire coloniale.

La première des instrumentalisations tient à ce silence, à ces falsifications sur l'histoire coloniale.

J'ai 64 ans. Mes cours d'histoire exaltaient la grandeur de la France coloniale. On ne m'a jamais rien appris au cours de mes études des souffrances infligées au peuple algérien. Il a fallu que je vive ici pour en prendre conscience. Les historiens ont fait leur travail, tout est documenté. Et pourtant on détourne toujours les yeux des crimes du système colonial, qui continuent d'être ignorés, voire niés, et pas seulement à l'extrême droite.

Vous défendez des positions plutôt hétérodoxes. Vous sentez vous isolé, au sein d'une Église où les idées d'extrême droite gagnent du terrain ?

Je ne parlerais pas [d'idées extrême droite](#), je vois plutôt s'affirmer des positionnements identitaires, dans une Église qui tend à devenir minoritaire. Je défends pour ma part une identité ouverte au monde, à la différence, aux croyants d'autres religions. La tradition n'est pas que conservatisme, elle est aussi mouvement, et je suis attaché à la tradition.

Je suis convaincu que des débats doivent être menés dans l'Église, sur la place des femmes, des personnes divorcées-remariées, sur l'ouverture aux autres confessions et autres religions... J'ai toujours considéré la liberté de parole comme un devoir, et cela n'a pas changé depuis que le pape François m'a créé cardinal. Mais la liberté, c'est d'abord une responsabilité. Lorsqu'on défend des positions discordantes, qui ne cadrent pas avec l'ordre établi, il faut les asseoir solidement. J'en mûris quelques autres...

Vous avez fermement dénoncé la colonisation israélienne des territoires palestiniens, et qualifié de génocidaire la guerre d'anéantissement livrée au peuple palestiniens à Gaza. En déclarant, au lendemain des massacres du 7-October, que si cette violence était sans excuse, elle n'était pas sans causes, vous avez déclenché une vive polémique...

Je persiste. J'ai vécu deux ans à Jérusalem. Je les ai vues, ces causes : l'oppression du peuple palestinien, la colonisation, l'occupation. Et si le Hamas a pu prendre une telle place, c'est que l'Autorité palestinienne a été décrédibilisée, dans le cadre d'une politique délibérée de Benyamin Netanyahu pour ruiner la solution à deux États.

On peut afficher une supériorité militaire dans une guerre coloniale, mais on ne peut pas gagner contre un peuple.

On peut afficher une supériorité militaire dans une guerre coloniale, mais on ne peut pas gagner contre un peuple. C'est ce que le général de Gaulle a eu la sagesse de comprendre en Algérie.

**Être le journal de la paix, notre défi quotidien**

Depuis Jaurès, la défense de la paix est dans notre ADN.

- Qui informe encore aujourd'hui sur **les actions des pacifistes** pour le désarmement ?
- Combien de médias rappellent que **les combats de décolonisation** ont encore cours, et qu'ils doivent être soutenus ?
- Combien valorisent les **solidarités internationales**, et s'engagent sans ambiguïté aux côtés des exilés ?

**Nos valeurs n'ont pas de frontières.**

Aidez-nous à soutenir le droit à l'autodétermination et l'option de la paix.

[Je veux en savoir plus !](#)